



Bureau fédéral du Plan

Institut Bruxellois de
Statistique et d'AnalyseStudiedienst van de
Vlaamse RegeringInstitut Wallon de l'Évaluation,
de la Prospective et de la Statistique

Vingt-cinq ans d'évolutions régionales – Un aperçu au départ de la base de données du modèle HERMREG

L'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (Région de Bruxelles-Capitale), le Studiedienst van de Vlaamse Regering (Région flamande), l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (Région wallonne) et le Bureau fédéral du Plan se sont associés en vue d'élaborer un modèle de projections économiques régionales à moyen terme. Ce modèle (appelé «HERMREG») a nécessité la construction de séries statistiques régionales sectorielles relativement longues. Les comptes régionaux ne débutant qu'en 1995¹, plusieurs agrégats macroéconomiques et sectoriels ont fait l'objet de rétroprojections jusqu'en 1980. Outre l'approvisionnement du modèle de projection, cette banque de données cohérente et inédite a permis une analyse comparative des principales évolutions macroéconomiques régionales depuis 1980.

En janvier dernier, les premiers résultats de l'exercice de ventilation régionale des perspectives nationales à l'horizon de 2012 réalisé avec le modèle HERMREG ont été publiés². La base de données sur laquelle repose cet exercice est constituée de séries longues et homogènes de valeurs ajoutées, de PIB, de rémunérations, d'investissements, d'emploi, de population et de chômage, cohérentes avec la comptabilité nationale et régionale³. Rappelons que l'élaboration de cette base de données, tout comme celle du modèle HERMREG, est le résultat d'une collaboration entre le Bureau Fédéral du Plan (BFP), l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA), le Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR) et l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS).

Cette analyse permet de dégager quelques évolutions notables depuis 1980.

Ainsi, pour la période 1980-2005, la croissance du PIB par tête s'est élevée en moyenne à 2,1% par an en Flandre contre 1,4% à Bruxelles et en Wallonie. Le PIB par tête est le produit de plusieurs facteurs : principalement le taux d'emploi et la productivité⁴. La décomposition du PIB par tête montre que la différence de croissance entre les régions est principalement le fait des évolutions divergentes du taux d'emploi. L'évolution des soldes de navetteurs et celle de la productivité ont joué un rôle moindre. La croissance annuelle moyenne de l'activité économique s'est élevée à 1,3% à Bruxelles, 2,3% en Flandre et 1,5% en Wallonie durant ces vingt-six dernières années. Les écarts de croissance entre les régions correspondent davantage à une croissance différenciée de l'emploi (nulle à Bruxelles, +0,7% en Flandre et +0,1% en Wallonie) qu'à des divergences de productivité (respectivement +1,3%, +1,5%, +1,4%).

1. En version SEC 95 (Système européen des comptes nationaux et régionaux)
2. Bassilière D., Bossier F., Caruso F., Hendrickx K., Hoorelbeke D. et Lohest O. (2008), *Elaboration d'un modèle de projections régionales : une première application du modèle HERMREG aux perspectives économiques nationales 2007-2012*, BFP-IBSA-IWEPS-SVR.
3. La base de données sera mise à jour prochainement afin d'intégrer les comptes régionaux publiés par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) en mars 2008. Notons que l'ajout d'une année supplémentaire de comptabilité ne devrait guère modifier les enseignements tirés, dans le présent document, d'une analyse sur une période de 25 ans.
4. Les autres facteurs sont le degré d'autonomie d'emploi, qui reflète l'importance des navettes, et le taux de support potentiel, qui indique la part de la population qui est en âge de travailler.

PIB en volume, valeur ajoutée en volume, emploi et productivité par tête

croissance annuelle moyenne en pour cent

	1981-2005	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005
Région de Bruxelles-Capitale						
PIB	1,5	0,3	2,7	-0,1	2,8	1,6
Valeur ajoutée brute	1,3	0,4	2,4	-0,3	2,6	1,6
Emploi intérieur	0,0	-0,9	0,4	-0,9	1,0	0,5
Productivité par tête	1,3	1,4	2,0	0,6	1,6	1,1
Région flamande						
PIB	2,4	1,4	4,2	1,9	2,9	1,5
Valeur ajoutée brute	2,3	1,5	3,9	1,7	2,7	1,5
Emploi intérieur	0,7	-0,3	1,7	0,4	1,3	0,6
Productivité par tête	1,5	1,9	2,2	1,2	1,4	0,9
Région wallonne						
PIB	1,7	0,2	2,9	1,8	2,1	1,3
Valeur ajoutée brute	1,5	0,3	2,6	1,5	1,9	1,3
Emploi intérieur	0,1	-1,5	0,7	-0,3	0,9	0,6
Productivité par tête	1,4	1,8	1,9	1,8	1,0	0,6
Royaume						
PIB	2,0	0,9	3,6	1,5	2,7	1,5
Valeur ajoutée brute	1,9	1,0	3,3	1,3	2,5	1,5
Emploi intérieur	0,4	-0,8	1,2	0,0	1,1	0,6
Productivité par tête	1,5	1,8	2,0	1,2	1,3	0,9

Pour chacune des régions, l'arbitrage entre emploi et productivité est évident. Dans les trois régions, l'idée générale qui ressort de l'analyse de la période 1980-2005 est plutôt celle d'une substitution de capital au travail au sein des branches industrielles, couplée à une croissance de l'emploi dans les services dont les gains de productivité sont plus faibles. De la comparaison des régions entre elles, on déduit cependant qu'à gains de productivité souvent équivalents, la Flandre a détruit moins d'emplois dans les branches industrielles que la Wallonie depuis 1980 et qu'elle a créé plus d'emplois dans les services.

Le salaire par tête en Wallonie est constamment resté inférieur au salaire par tête national, l'écart passant même de 5% en 1980 à 9% en 2004. Alors que l'écart de productivité moyenne de 12% en défaveur de la Wallonie ne se reflétait pas en 1980 dans les salaires, c'est davantage le cas en fin de période. Ce constat se renforce si on limite l'analyse au secteur privé. En Flandre, la hausse relative des salaires reflète sans doute la faiblesse relative du taux de chômage.

Par conséquent, une certaine convergence de la part des salaires dans la valeur ajoutée semble à l'œuvre entre régions. La part salariale dans le secteur privé, indicateur de compétitivité, atteint ainsi un niveau de 60% à Bruxelles en 2004, contre 64% en 1980. Elle est désormais plus élevée en Flandre, à 64% contre 68% vingt-cinq ans plus tôt. Quant à la Wallonie, partant d'un niveau très élevé, elle affiche la diminution la plus forte. En passant de 76% à 65%, elle conserve néanmoins un léger désavantage compétitif dans le secteur privé.

Sur le marché du travail, l'analyse rétrospective révèle qu'avec un point de départ quasiment identique en 1980, les trois régions ont vu leur taux de chômage¹ s'écarter sensiblement ensuite. Pratiquement stable en Flandre sur la période étudiée (autour de 10%), il croît fortement en Wallonie et à Bruxelles, atteignant respectivement 19% et 22% en 2005. La hausse de la population active, elle, est généralisée dans les trois régions sur l'ensemble de la période - avec des nuances et des rythmes régionaux différant en fonction des évolutions socio-démographiques -, mais cette popula-

1. Nombre de chômeurs sur base de sources administratives et selon le concept BFP, c'est-à-dire incluant les chômeurs âgés dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi.

tion active accrue n'a pu être absorbée par une hausse suffisante de l'emploi en Wallonie et à Bruxelles. Ce constat ramène donc au premier enseignement évoqué ci-dessus concernant le déficit de contribution de l'emploi dans la croissance économique wallonne et bruxelloise.

Enfin, au début des années quatre-vingt, les trois régions se caractérisaient par une part des investissements dans la valeur ajoutée plus faible (de 18 à 20%) qu'actuellement. En Flandre, les investissements se sont fortement relevés dès la fin des années quatre-vingt. En Wallonie, la remontée ne s'est effectuée qu'à partir des années nonante, mais depuis une dizaine d'années, le taux d'investissement wallon (22% en

moyenne entre 2000 et 2004) est plus proche de celui de la Flandre (24%). A Bruxelles, après plusieurs baisses, ce taux se redresse et se stabilise quelque peu à un niveau inférieur à celui des autres régions (19%).

L'analyse descriptive et comparative des évolutions macroéconomiques et sectorielles régionales montre donc la persistance d'écarts entre les Régions bruxelloise et wallonne d'une part et la Région flamande d'autre part. Les deux premières ont été plus lourdement marquées par le ralentissement du début des années quatre-vingt, et leur croissance économique s'est rétablie plus lentement. Toutefois, certains signes de rééquilibrage apparaissent, notamment entre salaires et productivité relatifs.

Taux d'emploi et taux de chômage*

niveau en pour cent

	1980	1985	1990	1995	2000	2005
Région de Bruxelles-Capitale						
Taux d'emploi	58,7	56,5	56,2	52,1	54,0	54,7
Taux de chômage	8,7	15,2	13,1	20,1	20,1	22,5
Région flamande						
Taux d'emploi	60,2	56,5	60,7	61,3	65,1	65,7
Taux de chômage	8,4	12,5	8,4	11,5	9,0	10,3
Région wallonne						
Taux d'emploi	58,0	53,1	55,4	54,8	57,4	57,5
Taux de chômage	9,0	14,8	13,4	17,7	17,4	19,2
Royaume						
Taux d'emploi	59,3	55,4	58,6	58,4	61,6	62,0
Taux de chômage	8,6	13,5	10,4	14,2	12,6	14,3

* Nombre de chômeurs sur base de sources administratives et selon le concept BFP, c'est-à-dire incluant les chômeurs âgés dispensés de l'inscription comme demandeur d'emploi.

Planning Paper 104

Vingt-cinq ans d'évolutions régionales – Un aperçu au départ de la base de données du modèle HERMREG.

Delphine Bassilière, Francis Bossier, Frédéric Caruso, Dirk Hoorelbeke, Olivier Lohest.

La publication peut être commandée, consultée et téléchargée sur les sites www.plan.be, www.statbru.irisnet.be, aps.vlaanderen.be, www.iweps.be.

Pour plus d'informations:

D. Bassilière, db@plan.be, 02/507.74.58

F. Bossier, fb@plan.be, 02/507.74.43

F. Caruso, f.caruso@iweps.be ou fcarus@mrbc.irisnet.be, 081/46.84.30 (ou 02/507.73.68)

D. Hoorelbeke, dirk.hoorelbeke@dar.vlaanderen.be, 02/507.73.87 (ou 02/553.57.15).